

Le dalaï-lama prie les "pays libres" de rester "fermes" face à la Chine

LE MONDE | 14.08.08 | 15h06



AFP/OLIVIER LABAN-MATTEI

Le dalaï-lama, lors de sa visite au Sénat, le 13 août.

Ceux qui avaient annoncé une visite "apolitique", "strictement religieuse" du dalaï-lama en France, en raison de la coïncidence avec les Jeux olympiques de Pékin, ont été bien imprudents. Les propos qu'a tenus le responsable tibétain, mercredi 13 août à Paris, lors d'une conférence de presse et d'une réception au Sénat, devant une quarantaine de parlementaires français, témoignent d'une pugnacité intacte du dalaï-lama.

Bernard Kouchner rencontrera avec Carla Bruni le dalaï-lama

C'est Nicolas Sarkozy qui a fait savoir, jeudi 14 août, que Bernard Kouchner, ministre des affaires étrangères, se rendrait vendredi 22, avec Carla Bruni-Sarkozy, à l'inauguration par le dalaï-lama d'un temple près de Lodève (Hérault). Outre Jean-Marc Ayrault (PS), qui recevra le leader tibétain dans sa ville de Nantes - où, à partir du 15 août, il donnera cinq jours d'enseignement -, Ségolène Royal a annoncé qu'elle serait aussi présente à Nantes. La polémique sur le "service minimum" de la France pour l'accueil du dalaï-lama ne fait pas relâche. Des élus de l'opposition se sont élevés devant les conditions "scandaleuses" de son accueil au Sénat, à huis clos, dans un simple bureau, même pas dans les salons officiels. Réception "à la sauvette", note-t-on dans l'entourage du dalaï-lama. Mais "cela n'est pas grave", a répondu le chef religieux aux journalistes qui l'interrogeaient sur la décision de M. Sarkozy d'ajourner leur rencontre. La date du 10 décembre a été avancée pour un rendez-vous avec le président français, dans le cadre d'une réception à Paris des prix Nobel de la paix lors des cérémonies du 60^e anniversaire de la Déclaration des droits de l'homme.

Sans contester le "mérite" qu'avait un "très grand pays" comme la Chine d'organiser les Jeux, le dalaï-lama s'en est pris aux dirigeants chinois. A l'entendre, ceux-ci n'ont pas appliqué les promesses faites à la communauté internationale, en contrepartie de l'octroi des Jeux, de respecter davantage, sur leur sol, la démocratie et les droits de l'homme.

Au Sénat, il a donné des "informations préoccupantes" sur la situation au Tibet. Il a fait état d'"arrestations arbitraires, d'exécutions sommaires et de tortures à mort et d'un renforcement de la présence militaire chinoise au Tibet", selon le communiqué publié par les groupes d'information sur le Tibet de l'Assemblée nationale et du Sénat. "Pendant que se déroulent les Jeux, l'oppression continue. La Chine ne respecte pas la trêve olympique", a commenté Robert Badinter, sénateur PS.

La "colonisation" va être intensifiée, assure, de son côté, Axel Poniatowski, député UMP, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée. Le dalaï-lama aurait affirmé, en effet, qu'après les Jeux, Pékin enverrait "un million de Chinois" dans la "région autonome" pour y "diluer un peu plus la présence tibétaine".

Devant la presse, le leader tibétain s'est également montré ferme. Il a répété que les Tibétains n'avaient eu d'"autre ressource", en mars, que de manifester dans les rues, car leur voix n'est pas écoutée par un gouvernement qui fait "la sourde oreille". Elargissant son propos, il a ajouté : "Ce n'est pas un combat pour le Tibet seul que je mène, mais pour la justice. C'est au peuple qu'il appartient de déterminer l'avenir du pays dans lequel il vit".

Après les Jeux olympiques ? *"Wait and see"*, répond-il, souriant et dubitatif. Le dalaï-lama ne nie pas l'échec des premiers pourparlers des "émissaires" tibétains avec Pékin. Mais il ne désespère pas de l'avenir. Le Parlement en exil du Tibet se réunira en septembre pour proposer un *"cadre de dialogue"* avec la Chine. *"J'attends avec intérêt de savoir ce qui va en ressortir"*, dit le dalaï-lama.

"CAPITALISTE ET TOTALITAIRE"

S'il admet des *"ouvertures"* - par exemple dans le traitement médiatique du tremblement de terre au Sichuan -, celles-ci seraient destinées d'abord aux marchés mondiaux. On serait loin de la *"transparence"* que manifeste, *a contrario*, un pays comme l'Inde également grand, peuplé, avec ses riches et avec ses pauvres, mais qui est une *"démocratie"*. En Chine, souligne le leader tibétain, *"il n'y a aucune avancée en matière de démocratie, de liberté d'informer, de liberté de religion"*. Il décrit le nouveau géant comme une *"puissance à la fois capitaliste et totalitaire, qui a perdu tous ses idéaux"*.

L'intervention du dalaï-lama avait valeur d'avertissement pour les pays *"libres"* qui font des affaires avec la Chine. Il approuve ceux qui contribuent à la sortir d'un *"isolement"* responsable, selon lui, des *"peurs"* chinoises. Mais, ajoute-t-il, *"les nations libres doivent rester fermes"*. La réintégration de la Chine dans le concert mondial ne pourra se faire que si elle *"fait des progrès sur la démocratie, le respect de l'Etat de droit, des droits de l'homme et la liberté d'exercer la religion de son choix"*. C'est son propre intérêt, conclut le dalaï-lama. Elle n'a aucune autre chance d'accéder au monde *"global et ouvert"* d'aujourd'hui.

Henri Tincq